

Communiqué de presse

Berne, le 8 mars 2026

Le peuple accorde davantage d'importance à l'imposition individuelle qu'à la bureaucratie

En 1984, le Tribunal fédéral a décidé que l'inégalité de traitement en matière d'imposition des couples mariés par rapport aux couples en concubinage était anticonstitutionnelle. Aujourd'hui, cette pénalisation du mariage est supprimée. Néanmoins, la réforme adoptée aujourd'hui par l'électorat double la bureaucratie pour les contribuables et les autorités. Les conséquences: 1,7 million de déclarations d'impôts supplémentaires et des coûts nettement plus élevés pour de nombreuses PME.

La réforme impose surtout aux PME familiales des complications fiscales inutiles et inonde l'administration de 1,7 million de déclarations supplémentaires. Cette bureaucratie mobilise des ressources qui manqueront pour l'innovation et la croissance. Au lieu d'atténuer réellement la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, elle a pour conséquence que les PME doivent s'occuper d'encore plus de paperasserie, sans créer de réelle valeur ajoutée.

«Cette décision accroît la bureaucratie pour les PME», a déclaré Fabio Regazzi, président de l'usam. «Nous ferons tout notre possible pour que les coûts de mise en œuvre soient aussi faibles que possible pour les entreprises. Les élus politiques et l'administration doivent également agir afin d'atténuer les conséquences négatives pour les PME résultant de cette bureaucratie supplémentaire.»

Poursuite de l'engagement en faveur de conditions-cadres stables

L'Union continuera à s'engager pour un environnement favorable aux entreprises et contre la bureaucratie inutile.

Renseignements complémentaires

Fabio Regazzi, président, portable 079 253 12 74

Urs Furrer, directeur, portable 079 215 81 30

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. L'usam s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.